



Les trajectoires de sortie de crise en
Guinée-Bissau : enjeux et perspectives ?



Le Zoom est un document hebdomadaire qui vise à donner un aperçu sur une thématique considérée comme tendance lourde dans la période couverte.

L’instabilité au bout des urnes et des armes en Guinée-Bissau

De toutes les anciennes colonies portugaises, qui ont acquis l’indépendance au bout du fusil, la Guinée-Bissau est la seule à rester dans une instabilité chronique ponctuée de quelques périodes d’accalmie. La faute revient à une classe politique qui n’a pas pu se hisser au niveau des enjeux et d’un appareil sécuritaire non cantonné à ses missions principales. S’y ajoutent la place et le poids qu’occupe le narcotrafic qui a su profiter d’une certaine absence d’État. Dans le même sillage, la réforme constitutionnelle, adoptée à 70 %, prévoit un renforcement substantiel des prérogatives du Président de la République. Le chef de l’État disposera du pouvoir de nommer le Premier ministre, mais également de mettre fin à ses fonctions. Il pourra aussi dissoudre le Parlement, selon les conditions prévues par la nouvelle constitution. Un changement qui modifiera le fonctionnement actuel des institutions.

(Source : <https://www.senepius.com/article/linstabilite-au-bout-des-urnes-et-des-armes-en-guinee-bissau>)

À Bissau, vers un report de la présidentielle et des législatives du 6 décembre ?

La vice-présidente de la Commission nationale électorale (CNE), Felisberta Moura VAZ, a expliqué avoir été convoquée par le Président de la transition et chef de la junte au pouvoir, le général Horta N'TAM, pour « *entendre son opinion sur les possibilités de respect de la date du 6 décembre* ». « *Nous lui avons dit que, techniquement, les conditions ne seront pas réunies pour organiser des élections* » à cette date, a-t-elle déclaré à la presse à l'issue de l'audience. C’est dans ce cadre que d’anciens dirigeants africains, diplomates, universitaires et acteurs de la société civile ont appelé, dans une lettre ouverte, la Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest (CEDEAO) à prendre une « *initiative urgente* » pour favoriser le retour à l’ordre constitutionnel, en Guinée-Bissau. Les auteurs de la lettre ont appelé l’organisation ouest-africaine à « *établir un calendrier politique crédible, assorti de garanties concrètes en matière de libertés publiques, de pluralisme, de participation de toutes les forces politiques et d’indépendance et de transparence de l’administration électorale* ».

(Source : <https://information.tv5monde.com/afrique/bissau-vers-un-report-de-la-presidentielle-et-des-legislatives-du-6-decembre-2840744>)

Le Sénégal plaide pour une décrispation du climat politique en Guinée-Bissau

Face à la crise bissau-guinéenne, le ministère de l’Intégration africaine, des Affaires étrangères et des Sénégalais de l’extérieur a fixé des lignes claires. Toute éventuelle modification du calendrier électoral doit, selon Dakar, s’inscrire dans « *une démarche consensuelle, inclusive et transparente* ». Le Sénégal, président en exercice de la CEDEAO, exige des garanties sur « *l’achèvement de la transition dans les meilleurs délais* », afin d’éviter que d’éventuels ajustements techniques ne se transforment en prolongation indéfinie de la période transitoire. Le gouvernement sénégalais va plus loin en appelant à « *lever les restrictions sur les activités politiques et civiles* ». Pour Dakar, cette mesure est indispensable à une préparation sereine des élections et à l’instauration d’« *un climat de confiance indispensable à leur crédibilité* ». Un scrutin organisé dans un espace politique verrouillé risquerait, en effet, d’être contesté et de prolonger l’instabilité plutôt que d’y mettre fin. Voisin direct et partenaire historique de Bissau, Dakar se retrouve ainsi au centre d’un dossier dont l’issue pèsera sur la stabilité de toute la sous-région.

(Source : <https://www.seneneews.com/actualites/letat-du-senegal-prend-position-face-a-la-situation-tres-tendue-en-guinee-bissau>)

Guinée-Bissau : face à la transition militaire, la CEDEAO confrontée au test de l’action

La question de la crédibilité de la CEDEAO sur le dossier bissau-guinéen se pose dans un contexte particulièrement défavorable. Le retrait effectif du Mali, du Burkina Faso et du Niger, formalisé en janvier 2025, a privé l’organisation de trois États sahéliens centraux. Concrètement, cela signifie moins de poids dans les négociations régionales, une coordination antiterroriste compliquée et une légitimité politique entamée par la contestation ouverte de son autorité par trois gouvernements. Dans ce contexte, toute l’inaction de l’organisation sur le dossier bissau-guinéen est doublement lisible, comme une limite technique et comme un signal politique. La Guinée-Bissau n’est pas, dans la hiérarchie des priorités de l’organisation, un dossier aussi saillant que le Mali ou le Niger. Sa taille, son poids économique relatif et l’absence de dimension sécuritaire immédiatement exportable la placent en dehors du premier cercle de l’attention régionale. C’est précisément ce manque de saillance qui rend le test de crédibilité plus révélateur : si la CEDEAO ne parvient pas à peser sur un pays de taille modeste dont la trajectoire constitutionnelle est pourtant bien documentée, les limites de son architecture institutionnelle apparaîtront dans toute leur netteté.

(Source : <https://perspectivesafricaines.net/cedeo-guinee-bissau-injonction-sans-suite/>)

Entre la junte et EMBALO, un jeu du chat et de la souris qui bouleverse l’échiquier politique

Le débat politique en Guinée tend à se concentrer sur deux pôles : l’ancien président, qui veut retrouver une place dans la compétition et les militaires qui contrôlent actuellement les leviers de l’État. Pourtant, la sortie de crise ne peut dépendre uniquement de la capacité de l’un à neutraliser l’autre. Les partis d’opposition ont, eux aussi, dénoncé les modalités de la transition et réclamé un retour à un pouvoir civil. Leur préoccupation porte notamment sur les conditions d’organisation des élections, la représentativité des institutions et les garanties d’une compétition politique équitable. L’enjeu est donc de dépasser une confrontation personnalisée pour poser la question essentielle : comment reconstruire un cadre institutionnel dans lequel aucun dirigeant civil ou militaire ne puisse imposer seul les règles de la compétition ? Sans une telle évolution, le pays risque de reproduire le cycle qui a nourri son instabilité : concentration du pouvoir, affrontement entre institutions, intervention de l’armée et nouvelle rupture constitutionnelle. La Guinée-Bissau a besoin d’un compromis politique qui ne soit ni une simple reconduction des ambitions de l’ancien président ni une légitimation durable du pouvoir militaire.

(Source : <https://www.financialafrik.com/2026/10/09/guinee-bissau-entre-la-junte-et-embalo-un-jeu-du-chat-et-de-la-souris-qui-bouleverse-lechiquier-politique/>)

Nb: le contenu des articles n'engage que leurs auteurs.